Une voix avant le vote : les femmes et la politique locale au Pays de Galles (1869-1928)

Pendant des siècles, le Pays de Galles a été associé à l'Angleterre et, par conséquent, sa propre histoire s'est confondue avec celle des Anglais. Sans indépendance, politique ou autre, le Pays de Galles est devenu le voisin subordonné de l'Angleterre, soumis à un récit historique anglocentré. Par conséquent, l'histoire des femmes galloises a été largement négligée. Cela a contribué à ce que le Pays de Galles soit dépeint comme une nation rétrograde et patriarcale, qu'il n'était pas plus que les autres nations du Royaume-Uni. La situation socioculturelle, politique et économique du Pays de Galles différait de celle des autres régions du pays, et il est donc nécessaire de reconnaître ses différences et son caractère unique en tant qu'entité indépendante.

Au cours des cinquante années précédant la loi de 1928 garantissant le suffrage universel aux femmes de plus de 21 ans dans tout le Royaume-Uni, le Representation of the People Act, l'implication des femmes galloises dans la politique locale a été importante. Mais très peu d'ouvrages y ont été consacrés. Il existe trois domaines principales dans lesquelles les femmes galloises étaient actives avant d'obtenir le droit de vote à l'échelle nationale ; d'abord en participant au gouvernement local et aux élections, ensuite en tant que membres à part entière des conseils dans les établissements scolaires, et enfin en tant qu'administratrices de la loi sur les pauvres (*poor law guardians*). Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à l'adoption de plusieurs lois dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, apportant de légères réformes vers l'égalité des sexes dans la sphère publique. De nombreuses femmes galloises ont vu ces lois comme de nouvelles opportunités pour jouer un rôle dans la vie publique et la politique locale.

Qui étaient ces militantes ? Bien que beaucoup fussent certainement issues de la bourgeoisie et de l'aristocratie, il y a eu des preuves d'une certaine implication d'ouvrières, ce à quoi on pouvait s'attendre étant donné la vaste population ouvrière du Pays de Galles. Certaines de ces femmes étaient des épouses de membres des professions libérales et de maître de forges, certaines étaient des épouses de pasteurs non conformistes, certaines étaient des enseignantes.

Grâce au Municipal Franchise Act de 1869, il y avait, à la fin des années 1890, 729 000 électrices en Angleterre et au Pays de Galles, soit 13,7% de l'électorat municipal. En 1895, il y avait 128 femmes membres des conseils dans les établissements scolaires, et 893 administratrices de la loi sur les pauvres. Les activités de ces femmes, que ce soit en tant que membres des conseils dans les établissements scolaires ou en tant qu'administratrices de la Loi sur les Pauvres, ont souvent ouvert la voie au mouvement pour le suffrage. Bien que nombreuses de ces femmes aient été victimes de préjugés et de discriminations en raison de leur genre, et que presque toutes ont été disqualifiées et moquées par la presse, elles ont continué à faire pression pour le changement. Les attitudes victoriennes établies à l'égard du rôle des femmes dans la société ont été remises en question et l'idée que les femmes pourraient être des participantes importantes à l'activité politique s'est imposée.

Cadre conceptuel et actualité scientifique

Ce n'est que vers la fin du vingtième siècle et au début des années 2000 que l'on a pu voir des recherches sur l'histoire des femmes au Pays de Galles, à travers les travaux d'Angela John, Ryland Wallace, Ursula Masson, Deidre Beddoe et quelques autres historiens. Grâce à ces études, la voix et l'héritage de ces femmes galloises au cours des dix-neuvième et vingtième siècles perdurent. Cependant, alors qu'un travail important a été fait sur le mouvement pour le suffrage et sur les liens entre le féminisme et le nationalisme gallois, peu d'attention a été accordée aux femmes dans la politique locale et à leur participation dans leurs communautés, avant le vingtième siècle. Il y a un potentiel important pour un projet qui explore ces dynamiques. Dans cette recherche, il s'agira d'étudier tous les efforts des femmes galloises dans la politique locale au cours des cinquante années précédant le vote, couvrant les trois principales dimensions du gouvernement local et des élections, des conseils scolaires et de la loi sur les pauvres.

Sources et méthodologie

Une grande partie de des recherches aura lieu dans les archives galloises locales, notamment il y a les Women's Archive Wales, dont les collections sont conservées dans des services d'archives et des musées existants à travers le Pays de Galles et beaucoup à la Bibliothèque Nationale du Pays de Galles. Cela comprend le Glamorgan Archive, la People's Collection Wales, et les collections et archives spéciales de l'Université de Cardiff. Ces archives, ainsi que d'autres archives municipales, permettront d'avoir un aperçu détaillé de la vie des femmes galloises impliquées dans la politique.

Deuxièmement, il s'agira d'utiliser les journaux locaux, qui ont publié des milliers d'articles concernant l'implication des femmes dans la politique locale au Pays de Galles. La National Library of Wales, en tant

que British Library, possède des copies de tous les journaux et périodiques publiés au Pays de Galles, qui sont de précieuses archives sonores de témoignages d'histoire orale, et ils ont également une très riche collection de manuscrits, en particulier pour les papiers personnels d'élites tels que des lettres et des journaux.

Troisièmement, on mobilisera un éventail de recensements, de statistiques du registre général (état-civil), de résultats électoraux, pour différentes circonscriptions locales et régionales, qui peuvent se trouver dans les archives parlementaires à Londres.

L'enquête sur ces différentes sources publiées ouvrira de nombreuses perspectives sur la vie de l'implication des femmes galloises dans la politique locale de 1869 à 1928.